

AMÉRIQUE DU SUD

Brésil : le journaliste Glenn Greenwald accusé de cybercriminalité

Glenn Greenwald : « Bolsonaro veut créer un climat de pression et de peur »

vendredi 31 janvier 2020, par [ALBERTINI Jean-Mathieu](#), [GREENWALD Glenn](#), [MAGNAUDEIX Mathieu](#) (Date de rédaction antérieure : 23 janvier 2020).

À partir de juin 2019, le journaliste américain Glenn Greenwald et ses équipes ont publié une série d'articles sur le site The Intercept mettant en cause le ministre de la justice brésilien Sérgio Moro. L'accusation du ministère public est fragile mais le message est clair : la presse est un ennemi.

Rio de Janeiro (Brésil), de notre correspondant.- « Ils vont tenter de nous accuser d'avoir participé, du..., du..., au hacking. » Malgré le ton hésitant, Glenn Greenwald était déjà certain, dès ses premières conversations avec sa source, un pirate informatique, que ce type d'accusation allait surgir. Les dialogues retranscrits dans l'acte d'accusation montrent le journaliste tentant de protéger sa source sans jamais lui ordonner de hacker d'autres téléphones portables. Pourtant pour le parquet, Glenn Greenwald a « donné au hacker la marche à suivre pour rendre l'enquête plus difficile et réduire le risque qu'il soit lui-même retrouvé et tenu responsable pénalement ». Six autres personnes sont dénoncées par le ministère public, mais c'est bien le journaliste qui est au centre de l'affaire.

Connu dans le monde entier pour avoir rendu publiques les révélations d'Edward Snowden, Glenn Greenwald est devenu incontournable au Brésil, pays où il réside depuis plus d'une décennie, après avoir publié un autre dossier explosif en juin 2019.

Sur le site The Intercept, lui et son équipe ont révélé le contenu de messages échangés entre des procureurs de l'opération « Lava Jato » et le juge Sérgio Moro, mettant au jour les dérives et calculs politiques de l'immense opération anticorruption « Lava Jato » [1]. L'ex-juge, héros d'une partie du Brésil pour avoir condamné l'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva, favori de l'élection présidentielle de 2018, a ensuite été nommé ministre de la justice par le vainqueur du scrutin, Jair Bolsonaro.

L'accusation du ministère public (MP) n'est qu'une première étape. Dans le système brésilien, le MP doit présenter une dénonciation que le juge va ensuite analyser. Glenn Greenwald ne sera mis en examen que si le juge l'accepte. Or, selon divers juristes interrogés dans les médias brésiliens, l'accusation est très fragile.

D'abord parce que la police fédérale a déjà rendu les conclusions de son enquête basée sur l'étude de ces mêmes dialogues. En plus de cela, l'un des juges du Tribunal suprême a rendu une décision en août 2019, interdisant toute investigation contre Glenn Greenwald pour son rôle dans la série d'articles surnommée « Vaza Jato » (jeu de mots sur Lava Jato et fuite de documents) au nom de la liberté de la presse et de la protection des sources.

Mais cette accusation est avant tout une histoire de message. C'est d'abord l'occasion de s'adresser aux soutiens de Jair Bolsonaro, dont beaucoup détestent le journaliste américain. La réaction du porte-parole du gouvernement ne laisse pas de place au doute. Face aux questions insistantes d'un journaliste cherchant à savoir quel crime avait commis Glenn Greenwald, ce dernier a martelé sans jamais vraiment répondre : « Il n'y a aucun doute de la part du président [...] qu'il y a eu crime. »

Marcelo Adnet

@MarceloAdnet

É tosco, grosseiro e surreal a ponto de beirar o cômico. Mas isso é muito grave. Sou formado em jornalismo e hoje vejo colegas ameaçados e intimidados pelo simples fato de exercerem sua profissão.

Brazilian press under attack

Vidéo intégrée

14,3 k

21:33 - 21 janv. 2020

Pour le professeur de sciences politiques de l'université d'État de Rio de Janeiro (UERJ), Maurício Santoro, le gouvernement va en profiter pour « mobiliser sur ses réseaux, diffuser ce cas et critiquer au maximum Glenn Greenwald... ».

Même si l'accusation ne vient pas directement du gouvernement, le procureur à l'origine de la dénonciation a des antécédents en matière de défense du gouvernement Bolsonaro. En décembre dernier, il a tenté sans succès de faire juger le président de l'ordre des avocats brésiliens (OAB) pour calomnie envers le ministre de la justice Sérgio Moro. « Les procureurs du MP disposent d'une certaine autonomie. Mais leur supérieur, le procureur général de la République, est totalement aligné sur le gouvernement. Même si cette dénonciation est fragile, c'est un bon moyen pour un procureur ambitieux de se faire remarquer et grimper les échelons », explique Maurício Santoro.

Cette affaire est aussi l'occasion d'envoyer un message à la presse et à ceux que le gouvernement considère comme des adversaires. Depuis l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro, c'est une véritable campagne de harcèlement qui a été mise en place pour discréditer les journalistes. Selon la fédération des journalistes (Fenaj), en 2019, Jair Bolsonaro a été responsable de quelque 60 % des 208 agressions (physiques ou verbales) contre des journalistes. Le président a totalisé 114 offenses à teneur générale, dont sept visant directement les journalistes. Il a notamment dit à un fonctionnaire de la Folha de São Paulo de « fermer sa gueule » et à un autre qu'il avait « une sacrée gueule d'homosexuel »... Bolsonaro a aussi appelé à une campagne de boycott contre la Folha de São Paulo et a assuré que les journalistes sont « une race en voie d'extinction ».

Sur son compte Twitter, Glenn Greenwald a immédiatement dénoncé une « atteinte à la liberté de la presse et à la démocratie brésilienne » avant d'ajouter qu'il n'allait pas « se laisser intimider par les abus de l'appareil d'État ou du gouvernement Bolsonaro ». Le journaliste n'en est pas à sa première campagne de menaces. Après les révélations de The Intercept, Jair Bolsonaro a par exemple déclaré qu'il « devrait faire un peu de prison ». Les soutiens du gouvernement l'ont ensuite harcelé, ont demandé son expulsion, l'ont insulté copieusement y compris sur son orientation sexuelle (le journaliste est marié à un député brésilien de gauche)... En novembre, lors d'une émission de radio, l'un des invités, fervent partisan du président, s'en est pris physiquement à Glenn Greenwald.

Glenn Greenwald

@ggreenwald

· 21 janv. 2020
En réponse à @ggreenwald
Nota do Glenn Greenwald

Nota do Glenn Greenwald

El governo Bolsonaro e o movimento que o apela demonstram repetidamente como que não acreditam em liberdade de imprensa: as ameaças de Bolsonaro à Folha, os ataques aos jornalistas pelo Bolsonaro incluindo violência, as instruções de Sérgio Moro desde o início das recentes investigações para não classificar como "casos de vazamento" por revelar sua corrupção em vez de "jornalismo".

Nas últimas duas semanas, a Polícia Federal, examinando todos os materiais evidências obtidas pelo Ministério Público, descobriu incorretamente que não apenas meus e-mails também foram, mas também meus correios eletrônicos também foram examinados, não apenas a qualquer participação, mas a Polícia Federal, sob o comando do ministro Moro, disse que estes e-mails pertenciam a qualquer pessoa, eu não fiz nada além de meu trabalho como jornalista — eticamente e dentro da lei.

Essas denúncias — brevidade pelo mesmo procurador que tentou (sem sucesso) processar erroneamente Felipe Santo Cruz por atacar ministro Moro —, é uma tentativa clara de atacar a imprensa livre em retaliação pelas investigações que estamos sobre o ministro Moro e o governo Bolsonaro. É lamentável um ataque direto ao STF, que demonstrou em julho que temos o direito de ter nossa liberdade de imprensa protegida em relação a outros órgãos do ministro Moro, e até mesmo as condições da Polícia Federal.

Não devemos intimidados por essas tentativas de atacar jornalistas. Estas instituições agora com novos ministros e estruturas a fazer mais trabalho jornalístico. Muitos cidadãos continuam sacrificando sua liberdade e até sua vida pela democracia brasileira, e está a obrigação de continuar esse nobre trabalho.

Glenn Greenwald

@ggreenwald

Regarding the criminal charges brought by the Bolsonaro government : it's a grave and obvious attack on a free press, brought by a far-right judge.

We're going to defend a free press, not be intimidated by authorities abusing their power. The reporting will continue.

Vidéo intégrée

5 292

19:28 - 21 janv. 2020

© gggreenwald

Reste que pour Maurício Santoro, cette tentative d'intimidation ne s'adresse pas seulement au journaliste américain, « un prix Pulitzer qui a suffisamment de soutiens pour mobiliser de nombreux contacts et a les moyens de se défendre... Pour les journalistes nationaux, et plus encore pour les journalistes locaux qui sont les plus menacés et les plus exposés, c'est un avertissement bien plus sérieux ».

Même si l'accusation ne tient pas la route, un climat de menace se diffuse chez les journalistes et ceux qui s'opposent au gouvernement. « C'est très inquiétant », soupire Maurício Santoro. « Même si dans le cas Greenwald, la société civile et même certains politiques ont réagi avec force, ça reste très préoccupant de voir nos institutions être soumises à ce type de pression presque toutes les semaines... »

Jean-Mathieu Albertini

Les articles de Jean-Mathieu Albertini sur Mediapart :

<https://www.mediapart.fr/biographie/jean-mathieu-albertini>

• MEDIAPART. 22 JANVIER 2020 :

<https://www.mediapart.fr/journal/international/220120/le-journaliste-glenn-greenwald-accuse-de-cybercriminalite-au-bresil>

Glenn Greenwald : « Bolsonaro veut créer un climat de pression et de peur »

Bête noire du président Jair Bolsonaro, le journaliste américain Glenn Greenwald est visé par une plainte du parquet brésilien pour avoir révélé un vaste scandale de corruption. Dans un entretien accordé à Mediapart, il dénonce une « criminalisation » grandissante du journalisme.

Glenn Greenwald s'y était préparé. Le parquet brésilien, aux ordres du président Jair Bolsonaro, vient de lancer des charges criminelles pour « cybercrimes » à son encontre.

Cofondateur en 2013 du site The Intercept et récompensé par un prix Pulitzer, le journaliste, à l'origine des révélations Snowden sur la surveillance globale opérée par l'agence du renseignement américain, la NSA, est depuis longtemps une des cibles favorites du président brésilien d'extrême droite, élu fin 2018.

Greenwald, qui a publié ses enquêtes dans la version brésilienne de The Intercept [2], est accusé par le parquet d'avoir « facilité la commission d'un crime », en l'occurrence un hacking de téléphones portables dont il a utilisé des éléments pour enquêter sur le scandale de corruption entourant l'opération « Lava Jato », impliquant directement Sérgio Moro, le ministre de la justice de Bolsonaro. Il lui est notamment reproché d'avoir encouragé ses sources à se protéger.

Greenwald a reçu de nombreux soutiens au Brésil, où il vit et travaille. Mais aussi à l'étranger - Mediapart compris [3]. Au-delà de son propre cas, Greenwald dénonce une volonté du pouvoir brésilien d'intimider les lanceurs d'alerte et les médias. Après l'affaire Julian Assange - le fondateur de Wikileaks actuellement en prison au Royaume-Uni et sous le coup d'une demande d'extradition pour espionnage aux États-Unis -, il y voit aussi une alerte de plus pour les journalistes du monde entier. Entretien.

Le président Bolsonaro a fait depuis longtemps de vous une cible. Il vous a attaqué en tant que journaliste, mais aussi en tant qu'homme gay et père de famille, marié à David Miranda, un député brésilien de gauche. Vous sentez-vous menacé ?

Glenn Greenwald : Évidemment, quand vous êtes poursuivi pour une charge criminelle par le gouvernement fédéral d'un régime répressif opposé à la liberté de la presse, ce n'est pas quelque chose que vous prenez à la légère, ni comme une blague. C'est une attaque sérieuse, et nous la prenons au sérieux. Nous savions depuis longtemps que c'était possible. Nous nous étions préparés. Notre combat est aussi un combat pour la démocratie au Brésil, et pour une presse libre.

Comment expliquez-vous ces poursuites ? S'agit-il d'une haine personnelle à votre encontre, contre votre travail, contre ce que vous représentez ?

Tout cela à la fois. Depuis le début de notre travail, le gouvernement de Bolsonaro m'a menacé de prison, et Bolsonaro lui-même, à plusieurs reprises, a dit la même chose. Nous avons été la cible de multiples attaques et de menaces de mort. J'ai été attaqué physiquement à la radio par un journaliste partisan du président. Mon mari et moi sommes devenus une cible majeure pour ce gouvernement et ses soutiens. Parce que nous sommes un couple gay visible, mais aussi parce que notre travail journalistique les menace : il a révélé des faits de corruption graves de la part du

ministre de la justice. Alors ils se vengent.

Le procureur fédéral vous reproche d'avoir été le complice de hackers lors de la publication de vos enquêtes sur le ministre de la justice Sérgio Moro. Quelle réponse factuelle lui faites-vous ?

Lorsque j'ai parlé pour la première fois à mes sources – c'était d'ailleurs déjà le cas dans l'affaire Snowden –, elles disposaient déjà de toutes les informations qu'elles m'ont finalement données. Je n'ai donc pas pu participer à un acte ou un crime qui s'est passé auparavant. Par ailleurs, il est important de savoir que le procureur en question a lancé les mêmes poursuites récemment contre le président de l'association des avocats brésiliens, lui aussi accusé d'avoir commis un crime pour avoir critiqué le ministre de la justice. Or sa requête a été rejetée par un juge. Ce procureur a donc déjà prouvé qu'il abuse de sa fonction pour punir les ennemis politiques du gouvernement et du ministre de la justice.

Par ailleurs, une investigation de la police fédérale qui a duré des mois a donné lieu à un long rapport qui dit très clairement que je n'ai commis aucun crime, et qu'au contraire j'ai mené cette enquête avec « des niveaux extrêmes de professionnalisme et de prudence », afin justement de ne pas participer à un crime. Donc toute cette théorie est complètement absurde.

À travers vous, s'agit-il aussi d'intimider de futurs lanceurs d'alerte ou des journalistes brésiliens qui disposent d'une notoriété moindre que la vôtre ?

Tout à fait. Beaucoup de gens en Europe et aux États-Unis n'ont pas entièrement saisi combien le président Bolsonaro et son gouvernement sont d'authentiques fascistes, d'authentiques autoritaires. On a beaucoup comparé Bolsonaro à Donald Trump, je pense que c'est une comparaison totalement inexacte. Bolsonaro est beaucoup plus dangereux et beaucoup plus extrême. Il a publiquement fait l'apologie de la dictature militaire qui a gouverné le Brésil jusqu'en 1985. Ils souhaitent le retour de cette dictature. Ils veulent recréer un climat de pression et peur. À travers moi, et via leurs médias, plateformes et soutiens, ils entendent intimider tous les journalistes, les dissidents, ceux qui s'opposent au gouvernement.

Cela a-t-il fonctionné ? Les journalistes brésiliens se censurent-ils en raison de ce climat de peur que vous décrivez ?

Les médias brésiliens sont toujours très accrocheurs, ils continuent d'enquêter sans peur sur les agissements de ce président. Le plus grand quotidien du pays, la *Folha de S. Paulo*, a mené de nombreuses enquêtes sur l'actuel président. Bolsonaro les attaque et les menace sans cesse, et il encourage ses soutiens à faire de même. Hausser le niveau des attaques contre moi, c'est aussi une façon de menacer ces médias qui continuent de faire leur boulot. Même si mon travail est connu au Brésil et à l'étranger, qu'il est peut-être plus difficile de m'attaquer, que je suis soutenu par un grand média, je suis aussi aux yeux de nombreux Brésiliens à la fois un étranger [*Glenn Greenwald est citoyen américain - ndlr*] et un homme gay, marié à un député de gauche. Pour les pro-Bolsonaro, tout cela fait de moi le méchant parfait, qu'il est sans doute plus facile de diaboliser que d'autres.

Ce qui vous arrive a été comparé à la situation de Julian Assange, le fondateur de Wikileaks, actuellement détenu dans une prison militaire dans des conditions qui font craindre pour son intégrité physique et sa santé. Assange doit être jugé dans les prochaines semaines, et les États-Unis l'accusent d'espionnage pour avoir notamment révélé les atrocités militaires américaines à travers sa plateforme, communiquées par l'analyste Chelsea Manning [4]. Cette comparaison vous paraît-elle justifiée ?

J'ai tenté d'alerter les journalistes américains depuis plusieurs mois pour leur dire qu'ils devraient être bien plus inquiets et en colère envers les poursuites contre Assange : le précédent que l'administration Trump est en train de créer représente une menace pour l'ensemble de la presse. Ils essaient d'inventer une théorie selon laquelle le récipiendaire d'une information n'agit plus vraiment comme journaliste si, d'une façon ou d'une autre, il assiste sa source. Mais c'est ce que les journalistes font tous les jours ! Chaque jour, nous aidons nos sources à se protéger. Le *New York Times* et le *Washington Post* ont sur leurs sites des conseils et des outils pour éviter des désagréments à leurs sources. Si vous utilisez cette théorie pour criminaliser le journalisme et faire du journaliste une sorte de conspirateur, ce qui est actuellement tenté avec Julian Assange et avec moi, alors n'importe quel journaliste dans le monde est en danger.

Êtes-vous inquiet de la situation de Julian Assange ?

Ce que le gouvernement britannique inflige à Julian Assange est moralement méprisable et extrêmement dangereux. C'est un abus de pouvoir considérable et une tentative claire de détruire quelqu'un qui a publié des informations très gênantes pour le gouvernement américain et ses alliés. C'est aussi une tragédie humaine. Il est en prison depuis huit ans, sans qu'aucune preuve de commission d'un crime ait été présentée contre lui. Et ils vont tenter de l'enfermer aussi longtemps qu'ils le peuvent. C'est une honte, à tous les niveaux.

Quelles actions en justice allez-vous mener désormais ?

Dans un premier temps, la dénonciation du procureur doit être acceptée par un juge pour être validée. Notre avocat va démontrer au juge qu'il s'agit d'un abus de pouvoir, sans aucune base légale. L'an dernier, la Cour suprême a publié un arrêt interdisant à la police ou au parquet de mener des enquêtes sur mon travail journalistique, parce qu'il s'agit d'une violation de la liberté de la presse garantie par la Constitution. Cette action du procureur constitue donc une atteinte à cet arrêt de la Cour suprême. À un moment, elle sera sans doute amenée à se prononcer sur un éventuel abus de pouvoir de la part du parquet.

Que répondez-vous à ceux, journalistes ou citoyens, qui considèrent que des cas comme le vôtre ne les concernent pas vraiment ?

Je leur réponds qu'il n'existe pas de démocratie saine sans une presse libre. Les puissants abuseront toujours du pouvoir s'il n'y a pas des gens pour révéler ce qu'ils font. Lorsque vous êtes journaliste et que vous détenez une information que le public a le droit de connaître, vous n'avez pas juste le droit, mais le devoir, de la publier, parce que c'est votre métier. La façon dont cette information a été obtenue, les motivations de la source, la façon dont elle l'a obtenue, etc., cela n'a pas d'importance. Évidemment, les journalistes n'ont pas le droit de hacker, d'entrer par effraction dans un bâtiment gouvernemental, de violer la loi. Mais lorsqu'un journaliste reçoit une information, la seule question à se poser est celle de l'intérêt public de cette information : il n'a pas à juger moralement ce que la source a fait, ni sa personnalité. Les journalistes n'ont pas le droit de refuser de publier une information que le public a le droit de connaître. Encore une fois, c'est notre métier. Je comprends que ces considérations n'aient pas d'importance pour ceux qui rejettent la démocratie. Mais les autres, eux, doivent se soucier de la liberté de la presse : sans elle, il n'y a pas de démocratie.

Vous avez reçu de nombreux soutiens depuis deux jours, y compris dans le pays où vous vivez. Cela vous rend-il un peu optimiste sur le futur du Brésil, ou êtes-vous au contraire très inquiet ?

Les deux. Nous assistons en ce moment même à une bataille pour l'âme du Brésil, et je n'en connais

pas l'issue. Ce pays va-t-il rester une démocratie comme c'est le cas depuis 35 ans ? Va-t-il revenir à la dictature et à la répression militaire ? Le gouvernement Bolsonaro le souhaite. Beaucoup d'institutions, médiatiques, politiques, sociales, se battent contre cela. C'est la raison pour laquelle nous faisons ce que nous faisons : au-delà de notre cas, c'est une bataille beaucoup plus large qui est en jeu, une bataille pour maintenir les libertés et les valeurs démocratiques au Brésil.

Mathieu Magnaudeix

Les articles de Mathieu Magnaudeix sur Mediapart :

<https://www.mediapart.fr/biographie/mathieu-magnaudeix>

• MEDIAPART. 23 JANVIER 2020 :

<https://www.mediapart.fr/journal/international/230120/glenn-greenwald-bolsonaro-veut-creer-un-climat-de-pression-et-de-peur>

P.-S.

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>

Notes

[1] <https://www.mediapart.fr/journal/international/130719/bresil-l-honneur-perdu-de-sergio-moro-figure-de-la-lutte-anticorruption?onglet=full>

[2] <https://theintercept.com/brasil/>

[3] <https://twitter.com/edwyplenel/status/1219739833565962240>

[4] <https://www.mediapart.fr/journal/international/090319/moins-de-deux-ans-apres-sa-liberation-chelsea-manning-repart-en-prison?onglet=full>